

5. De l'économie à l'œconomie

*Une des principales causes du peu de progrès
des sciences morales et politiques, et surtout de la difficulté
d'en répandre, d'en faire adopter les vrais principes,
c'est l'imperfection de la langue qu'elles emploient.*

*Journal d'instruction sociale, par les citoyens Condorcet,
Sieyès et Duhamel, 1793.*

Nous voilà, je pense, convaincus de la nécessité d'une mutation radicale des systèmes de pensée et des agencements institutionnels qui organisent aujourd'hui la production et l'échange. Nous avons même, au fil des pages, repéré des bifurcations d'où repartir, des évolutions émergentes sur lesquelles s'appuyer, des intuitions à approfondir. Tout un faisceau de constats et d'idées. Un tas de matériaux tirés de la déconstruction des fausses évidences à partir desquels il va falloir rebâtir. Mais il nous manque encore le plan de l'édifice à réaliser et les méthodes de reconstruction : quoi, comment et avec qui ? C'est ce que je voudrais explorer maintenant.

Je le ferai d'abord en définissant l'objet de cet effort et en lui donnant un nom de baptême : l'œconomie. Puis j'essaierai de comprendre comment surviennent les bifurcations dans les

systèmes dont la nature même est de résister au changement, ce qui me conduira, en troisième lieu, à caractériser les stratégies de changement par leurs acteurs, leurs échelles et leurs étapes et me donnera des pistes pour la recherche d'alliés possibles dans un effort collectif de reconstruction.

1. Économie : le retour aux sources

Dans le processus de construction de tout nouveau système de pensée, le vocabulaire est essentiel. Le vocabulaire est la clé ou le verrou de la pensée. Je l'ai déjà mentionné à propos de la confusion entre globalisation économique et mondialisation. Qu'en est-il du mot économie lui-même ? Comme je le disais dans le préambule de cet ouvrage, au sens étymologique, il est fait de deux mots grecs, « *oikos* », qui désigne le foyer, la maison commune, et « *nomos* », qui désigne la loi. En toute rigueur de termes, l'économie est donc l'ensemble des règles qui régissent la bonne gestion du foyer. Or, comme l'a souligné Mikhaïl Gorbatchev dans son discours célèbre aux Nations unies, en 1988, notre maison commune, notre foyer, c'est maintenant la planète. On retrouve d'ailleurs le sens originel du mot « économie » dans des termes comme « économie ménagère » ou « économie domestique ». Il est intéressant de voir que l'adjectif « économe », marqué par la rareté des ressources naturelles qui a toujours caractérisé nos sociétés, renvoie aujourd'hui à un comportement exactement inverse. Est « économiste » celui qui cherche à créer sans cesse de nouveaux besoins, à susciter sans cesse de nouveaux désirs pour alimenter la croissance sans laquelle le système s'écroule, bref pour maintenir le cycliste sur sa selle dans le syndrome de la bicyclette. Il n'est que de voir la manière dont le discours sur la consommation a pris, d'année en année, une allure de plus en plus martiale. On lit sans rire dans nos journaux : « Heureusement, les consommateurs américains gardent le moral et continuent à emprunter » ; « La confiance des consommateurs se maintient » ; « Les soldes ont relancé la

croissance », etc. Aux oubliettes, la parcimonie puritaine. Vive le gaspillage.

Que faire quand un mot, au fil des années, a pris une signification courante fort éloignée de son étymologie ? Que faire quand, justement, c'est le retour à cette étymologie qui serait essentiel puisqu'il faut repenser de fond en comble les règles de gestion de notre maison commune, la gestion des ressources naturelles, l'organisation de la production, de l'échange et de la consommation ? On a deux solutions. Ou bien engager le combat pour redonner son sens originel à l'« économie » ou créer un nouveau terme.

Dans le cas de la gouvernance, et quoique ce mot se soit trouvé connoté par le sens très restrictif que lui donnaient les institutions internationales, il m'a semblé que la réhabilitation du mot « gouvernance », un vieux mot français, valait la peine et qu'il fallait se battre pour lui donner une signification riche, globale et nouvelle⁷⁰. S'agissant du mot « économie », il m'a semblé au contraire que le combat était perdu d'avance. J'ai donc pris le parti de parler d'œconomie pour désigner l'art de l'organisation des échanges matériels et immatériels des êtres humains entre eux, des sociétés entre elles et de l'humanité avec la biosphère. C'est ce mot que je vais utiliser désormais dans le texte. Je ne parlerai donc plus d'« économie » que lorsqu'il s'agira de parler de l'état actuel de la pensée économique. Cela aura au moins le mérite d'afficher la couleur et l'ambition et dispensera de passer son temps à mettre économie entre guillemets comme ces gens qui, dans les réunions, s'agitent comme des pingouins en faisant des deux mains le geste de mettre entre guillemets le terme qu'ils utilisent pour manifester qu'ils ne lui donnent pas le sens conventionnel.

En choisissant de parler d'œconomie, lorsque j'ai commencé le livre en 2004, plutôt que de parler d'« économie responsable, plurielle et solidaire » comme j'avais tendance à le faire jusqu'alors dans la ligne des réflexions collectives de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, je me suis appuyé

70. Pierre Calame, *La démocratie en miettes* (introduction), *op. cit.*

sur l'étymologie du terme. Il me paraissait bien désigner ce dont il fallait aujourd'hui parler. Je m'étais naïvement imaginé que j'étais le seul à faire cette démarche. Illusion si fréquente et si fréquemment démentie : nous ne sommes jamais que l'expression plus ou moins consciente d'une évolution collective. Les recherches d'Aurore Lalucq sur Internet ont montré d'abord qu'utiliser le mot « œconomie » n'était qu'un juste retour aux sources puisque, jusqu'au XVIII^e siècle, c'est ce mot qui prévalait sur celui d'économie. Elles ont montré aussi le nombre de personnes qui, au même moment que moi, s'intéressaient à ce mot et, derrière lui, à la manière dont était abordée, en gros avant la Révolution française, la question de l'œconomie. Je m'appuie en particulier sur le document de travail du Gruequan rédigé en novembre 2005 par Christophe Salvat⁷¹.

Rappelons d'abord qu'Antoine de Montchrestien (1575-1621) a écrit en 1615 un traité de l'œconomie politique, destiné à Marie de Médicis et au jeune roi Louis XIII, pour les éclairer sur la politique à suivre. L'œconomie, c'est alors l'art de gérer et les hommes et les choses. Antoine de Montchrestien parle de « mesnagerie publique » d'où va dériver aussi bien l'expression d'« économie ménagère » que le moderne terme de « management ». L'œconomie est alors l'art de penser les relations entre les choses, les relations entre les hommes. En 1687, Pierre Poiret publie à Amsterdam *L'œconomie divine ou système universel et démontré des œuvres et des desseins de Dieu envers les hommes*. La notion d'œconomie est alors inséparable de celle de système et de celle de conduite d'un système.

Le livre du fameux botaniste Carl von Linné (1707-1778) intitulé *Principes de l'œconomie*, publié en 1752, est plus précis encore. Il parle de principes de l'œconomie fondés sur la science naturelle et sur la physique. C'est, selon lui, *l'art de préparer les choses*

71. Greqam, document de travail n° 2005 50 : *Œconomies* – les articles œ/économies et leurs désignants dans l'*Encyclopédie*, Christian Salvat, CNRS/Greqam, novembre 2005.

naturelles à notre usage, l'art de tirer parti de tous les biens de la Nature. Les « lois de l'œconomie » auxquelles il fait allusion ne sont pas ce que nous entendons aujourd'hui sous ce terme. Elles sont inséparables des lois physiques : « Ainsi, la connaissance de ces choses naturelles et celle de l'action des éléments sur les corps, et de la manière de diriger cette action à de certaines fins sont les deux pivots sur lesquels roule toute l'œconomie. ». Et c'est pourquoi sa décomposition de l'œconomie se fait à partir de la nature des éléments à traiter : les métaux et les minéraux ; le règne végétal ; le règne animal.

À l'image du texte de Pierre Poiret, cette réflexion est tout imprégnée de l'idée de providence divine. L'œconomie n'est rien d'autre que l'art par les hommes de tirer parti de ce que Dieu leur a offert. Il écrit ainsi : « On serait en droit de dire que Dieu ne nous a pas seulement donné dans le règne végétal tout ce que nous pouvons souhaiter de meilleur pour notre nourriture, notre vêtement et notre logement ; mais qu'il a encore voulu qu'il servît à délecter nos sens. Il a étendu sur toute la Terre un tapis de fleurs et il y a mis l'homme afin qu'il jouisse des plaisirs innocents que leurs odeurs et leurs saveurs variées à l'infini peuvent lui donner. » Ainsi, être ménager de la nature, c'est savoir en tirer parti : « Un sage œconome sait tirer parti de cette circonstance et faire en sorte que personne ne gagne plus que lui. » Puis il donne de nombreux exemples de la capacité de peuples à tirer parti des ressources propres à chaque contexte et à chaque pays.

Dans l'*Encyclopédie*, enfin, en 1754-1755, s'opère le basculement terminologique. Dans son discours sur l'œconomie politique, Jean-Jacques Rousseau utilise les deux termes et il précise : « Le mot œconomie vient de *oikos*, maison, et de *nomos*, loi. Il ne signifie originellement que le sage est légitime gouvernement de la maison pour le bien commun de toute la famille. Le sens de ce terme a été par la suite étendu au gouvernement de la grande famille que représente l'État. Pour distinguer ces deux acceptions, on l'appelle dans ce dernier cas économie générale ou politique et dans l'autre économie domestique ou particulière. »

De cette rapide plongée dans le XVIII^e siècle, on voit que l'art de gérer est inspiré de trois notions qui nous intéressent particulièrement aujourd'hui : la gouvernance, la gestion des relations et l'art de tirer parti de manière équilibrée des ressources naturelles. Cette idée de sage gouvernement des hommes et des choses, encore enracinée dans les vertus patriarcales d'une économie agraire, va progressivement être remplacée par ce qu'Aristote appelait la chrématistique⁷². Aristote distinguait deux régimes de l'économie : « L'un qui reste solidaire de la nature et qui se charge de stocker, gérer, et rentabiliser les produits nécessaires à la vie (économie), l'autre, illimité, qui ne vise que l'enrichissement (chrématistique) et nécessite une vigilance éthique du fait de la substitution de l'argent aux biens eux-mêmes. » Avec la « valeur d'actionnaire » chère aux économistes des dernières années du XX^e siècle, nous avons parcouru tout l'itinéraire qui va de l'œconomie à la chrématistique. Il est sans doute temps de faire le chemin inverse.

2. L'art de la bifurcation

Le système bio-socio-technique que constitue toute société se caractérise à la fois par la force des interdépendances entre les parties du système et par sa grande inertie.

Inertie du système social certes mais inertie bien plus grande des systèmes de pensée et des agencements institutionnels. Notre société change tous les jours. Peut-être même change-t-elle trop vite dans le domaine technique, si vite que nos capacités de régulation ne suivent pas. Mais la société évolue dans une large mesure dans la logique lourde, structurelle, de ses acteurs et, à ce titre, selon une trajectoire largement déterminée à l'avance.

J'ai donné au fil des pages de multiples exemples de cette inertie, le plaquage d'anciens modes de raisonnement sur une société qui a profondément changé, le caractère autoréférentiel des doctrines et des acteurs, la dissymétrie de l'information et de

72. Marie-José Mondzain, article « Oikonomia », encadré « Chrématistique et économie », *Dictionnaire Le Robert*, Seuil, 2003. Disponible en ligne.

l'expertise, l'incapacité des systèmes d'observation à détecter ce qui est en dehors de ce que l'on recherche, sans parler de l'inertie des structures urbaines, du poids des investissements passés, de la force des intérêts constitués autour du *statu quo*.

Il est donc moins important de savoir comment notre société évolue, selon une trajectoire fixée d'avance, que de savoir comment elle peut bifurquer, comment elle peut changer d'itinéraire. C'est ce qui fait l'intérêt du détour par l'histoire longue. À l'image des fusées, les sociétés ont à la fois leur moteur principal, qui les propulse sur un itinéraire fixé à l'avance, et des moteurs secondaires, des déviateurs, qui peuvent, par moments, changer cet itinéraire. S'intéresser à ces déviateurs est donc de la plus haute importance quand on prend conscience de la nécessité de bifurcations majeures. Il faut que des idées apparaissent, d'abord marginales, puis qu'elles s'imposent à la fois dans les consciences et dans les pratiques. La Commission européenne qualifie de « *main streaming* » le changement d'échelle des innovations, les modalités selon lesquelles des idées hier saugrenues s'imposent à tous, selon lesquelles une pratique déviante devient la pratique normale, légitime.

Les grands appareils de la société et les grands corps sociaux sont du côté des moteurs principaux de la fusée. Ils innovent mais à l'intérieur de leur cadre. J'ai eu l'occasion dans ma vie, à la fois comme haut fonctionnaire, plus fugacement comme cadre dirigeant d'entreprise, quand j'étais secrétaire général du groupe Usinor, d'observer de près cette variété sociologique que constitue la technocratie de l'État et des grandes entreprises. J'y ai trouvé beaucoup de gens intelligents et dévoués. Dévoués à la cause de leur institution bien sûr, mais aussi, plus souvent qu'on ne croit, dévoués à la cause publique. La plupart innovent à l'occasion, mais à l'intérieur des règles du jeu du système. Même constat dans les démarches de promotion de la responsabilité sociale des entreprises : de bonnes idées mais dont la portée reste anecdotique tant qu'elles se déploient « toutes choses égales par ailleurs ». Leur formation fait des responsables de l'économie et de la politique de

bons manieurs d'idées mais de mauvais créateurs. Créer, c'est s'exposer au ridicule, c'est risquer de se marginaliser par rapport à son milieu. Ils sont, au bout du compte, « des outils consentants du destin » : on innove à l'intérieur des règles du jeu du système mais on ne se sent ni la force, ni le courage, ni l'imagination, ni l'intérêt de le changer.

Une société, c'est comme un grand paquebot : son inertie lui permet de continuer longtemps sur son aire mais les virages sont laborieux. Elle tire sa puissance de sa masse et de la force que cette masse confère à ses évolutions, plus que de sa rapidité de réaction. Il serait d'ailleurs stupide de le lui reprocher. Les grandes institutions sociales sont là pour assurer l'autoreproduction et la pérennité de la société. Elles sont sa quille, ce qui lui assure sa stabilité. Mais ce qui fait sa force ordinaire devient sa faiblesse quand de grandes mutations sont à entreprendre.

Dans les entreprises comme dans les disciplines scientifiques, on sait bien que les innovations radicales viennent rarement de l'intérieur. Cet intérieur est trop structuré, trop organisé, sa division du travail est trop poussée, ses règles du jeu explicites ou implicites trop prégnantes pour permettre des changements radicaux. À telle enseigne que les grandes entreprises, qui sont des moyens incomparables d'innover à la marge, de tirer parti de nouveaux moyens techniques pour créer de nouveaux produits, de saisir de nouvelles opportunités, tant que ces innovations restent dans la ligne de la vocation de l'entreprise, sont conscientes, quand elles ont besoin d'envisager des innovations plus radicales, de devoir faire appel à des innovateurs extérieurs ou de créer en leur sein des micro-entreprises virtuelles.

Elles savent que les innovations radicales dont dépend peut-être leur survie à long terme naîtront probablement en dehors d'elles et elles doivent en organiser la veille.

L'exemple de l'informatique et d'Internet, cité à plusieurs reprises, l'illustre. Gérer, innover à la marge, optimiser l'usage des moyens d'un côté et produire des innovations radicales de l'autre

correspondent à des profils personnels et à des types de structures différents. Il en va de même dans le champ des concepts et des doctrines. Le changement de cap suppose des démarches exploratoires, en marge des savoirs codifiés. Les nouveaux modèles économiques de l'informatique ne sont pas venus d'IBM mais de Microsoft, pas de Hewlett-Packard mais de Dell, pas de l'administration mais du Web Consortium, pas des universités mais de Google.

3. Acteurs, échelles et étapes d'une stratégie de changement

Que peut être une stratégie de changement systémique ?
Comment passer de l'économie à l'œconomie ?

Que le changement soit inévitablement long découle de l'inertie du système. Mais pourquoi est-il difficile à concevoir et à conduire ?

Parce qu'il faut identifier puis réunir un grand nombre de conditions de nature différente. Je les ai classées en trois « losanges » : le losange des acteurs (qui), celui des étapes (quand et comment), celui des échelles. Pour réussir la transition de l'économie à l'œconomie, il faudra réunir ces trois losanges.

Les acteurs

Mon losange des acteurs comporte quatre sommets : les « innovateurs », les « théoriciens », les « généralisateurs » et les « régulateurs ».

Les innovateurs

L'objectif premier des innovateurs n'est pas de « repenser l'économie » mais de développer de nouvelles pratiques, souvent en réaction à une situation jugée inacceptable. Les promoteurs de l'agriculture biologique, les inventeurs des monnaies sociales ou du microcrédit, les militants de l'économie solidaire, de l'épargne éthique ou du commerce équitable, les défenseurs du logiciel libre

et tant d'autres déjà cités sont en train d'inventer le monde de demain. Chez eux, le changement est enfant de la révolte et de l'espérance. Ils ont rarement la capacité de provoquer seuls un changement systémique, soit parce qu'ils restent isolés, soit parce que les innovations qu'ils introduisent ne parviennent pas à faire naître une alternative globale. Le risque est alors pour eux soit de rester à la marge du système – c'est le cas de la plupart des exemples évoqués –, soit de constituer avec d'autres un « front du refus » – comme on l'a vu à propos des militants antiglobalisation. Dans les deux cas, cela n'engendre pas d'alternative globale et crédible au système actuel.

Il faut aussi avoir la modestie de la nature, fertile en essais et erreurs : l'innovation, comme chacun sait, compte beaucoup de fausses-bonnes idées, de pistes qui s'avèrent des impasses. C'est la loi du genre. Nous savons, par exemple, que la monnaie doit être réinventée ; bien des pistes s'ouvrent, mais bien malin qui dira quelle est la bonne !

Les « théoriciens »

J'entends par « théoriciens » les constructeurs de doctrine et non les professeurs de dogme. Leur métier est de réagencer un ensemble de faits dispersés en un système cohérent. Dans un processus de changement, ils déconstruisent les fausses évidences de la doctrine en vigueur, pointent ses contradictions avec la réalité, réorganisent l'ensemble de la réflexion autour de nouveaux concepts ou de nouveaux objectifs. J'ai pu expérimenter, dans le domaine de la gouvernance, ce qu'était un travail doctrinal, un travail de théoricien : l'élaboration d'un corps de concepts à partir de la réalité vécue et non à partir des livres. C'est la confrontation quotidienne avec cette réalité qui révèle les impasses des doctrines en vigueur et fait découvrir, par la comparaison clinique de situations différentes, de nouvelles constantes structurelles et, de là, des principes généraux. Le passage de l'ancienne doctrine à la nouvelle se fait par inversion, au sens mathématique du terme.

Une notion jusque-là marginale vient au centre de la nouvelle théorie, reléguant au second plan ce qui était jusque-là central.

Je prends l'exemple des agencements institutionnels. Cette notion n'est pas absente de l'économie classique mais elle est marginale ; ce qui compte vraiment, c'est l'entreprise. Au contraire, j'ai, au fil des pages, montré l'importance centrale de ce concept dans le futur pour décrire comment des configurations stables associent de multiples acteurs. Autres exemples encore, glanés au fil des pages : l'importance du territoire, le rôle des filières de production, l'équilibre entre humanité et biosphère comme pivot central de l'œconomie, les itinéraires de développement, le caractère non fongible du temps.

Le travail doctrinal ne peut se passer de l'apport des innovateurs qui expérimentent de nouvelles voies.

Muhammad Yunus, le fondateur de la Grameen Bank au Bangladesh, est typique des profils mixtes : le « microcrédit » existait bien avant lui mais il a su en théoriser les fondements, ce qui lui a donné son essor.

Les généralisateurs

Les généralisateurs sont les acteurs en mesure de provoquer un changement d'échelle de l'innovation.

Ce peut être de grands acteurs, comme des grandes entreprises ou des administrations, qui se saisissent d'une innovation et la diffusent. Pour reprendre l'exemple du microcrédit, le sommet mondial organisé par la Banque mondiale sur ce thème a donné à l'expérience de la Grameen Bank une audience et une légitimité internationales.

Ce peut être aussi des réseaux professionnels, universitaires, militants ou encore des leaders d'opinion, des responsables politiques, des grands médias, aujourd'hui des réseaux d'Internet. Les maîtres mots sont alors la diffusion de l'information et la légitimation de l'idée nouvelle ou de l'innovation.

Quand une entreprise pétrolière en vient à conclure que l'avenir est aux énergies renouvelables, quand une grande banque

d'investissement conclut qu'elle doit prendre en compte dans ses stratégies à long terme la responsabilité sociale et environnementale des entreprises dans lesquelles elle investit, quand une chaîne de supermarchés décide de valoriser les produits de la culture biologique ou du commerce équitable, quand une ville révisé tous les contrats de restauration collective des écoles, des maisons de retraite et des hôpitaux pour privilégier l'agriculture durable et les producteurs locaux, chacune d'elles joue un rôle considérable dans l'évolution des perceptions et dans le changement d'échelle de l'innovation.

Les régulateurs

Les régulateurs, enfin, sont principalement des institutions publiques. Elles n'ont ni prétention, ni monopole, ni même vocation à être les principaux moteurs du changement, mais leur rôle est décisif, irremplaçable. Ce sont elles qui ont le pouvoir et la responsabilité de créer des cadres juridiques et administratifs nouveaux nécessaires à la généralisation et à la pérennité des innovations. Les idées les plus pertinentes du monde, en matière de monnaie, de régulations internationales de l'économie, d'agencements institutionnels ne sont rien sans eux.

Les échelles

Les innovations et les réflexions doctrinales se situent à plusieurs échelles.

Souvent, les innovateurs interpellent les conduites et les motivations des individus : des consommateurs avec le commerce équitable, des citoyens invités à adopter des comportements compatibles avec un développement durable, des épargnants ou des investisseurs avec la finance solidaire et l'investissement responsable, des chefs d'entreprise auxquels il est demandé de prendre en considération les impacts sociaux et environnementaux de leurs décisions.

C'est au niveau local que commencent par se déployer la plupart des pratiques alternatives de l'économie qui prônent

une meilleure intégration de l'économique et du social, privilégient la coopération plutôt que la compétition, organisent par des monnaies parallèles de nouveaux systèmes d'échange.

Le niveau national demeure, même si la mondialisation des interdépendances et la globalisation de la production et des échanges lui ont fait perdre sa prééminence, un espace majeur pour les stratégies de changement. Je ne crois guère à un retour au passé, à l'idée d'espaces économiques nationaux plus ou moins clos sur eux-mêmes. Je ne crois guère plus à une « économie à la française ». Un État national reste bien placé, néanmoins, pour proposer d'autres modalités de gestion de la mondialisation que le néolibéralisme. Demeurant le niveau régulateur par excellence, l'État est fondé à créer de nouvelles catégories juridiques, à énoncer de nouvelles règles, à promouvoir la traçabilité des processus de production tout au long d'une filière, à initier, tolérer ou promouvoir des monnaies complémentaires, à soutenir de nouvelles formes de coopération entre acteurs publics et privés.

Le niveau régional prendra de l'importance car c'est une échelle qui a le mérite d'être cohérente avec la mondialisation : la gouvernance mondiale de demain se définira sans doute par la relation entre une vingtaine de régions du monde⁷³. L'organisation à l'échelle de l'Union européenne d'un marché des droits à émettre des gaz à effet de serre est la première étape de la mise en place d'un marché de quotas négociables pour ces ressources naturelles. L'euro devient une alternative au monopole du dollar. Dans sa communication d'octobre 2007, le Conseil européen a affiché sa volonté de réguler la mondialisation. Et l'on ne peut pas exclure que l'Europe tente de définir à terme son propre modèle de développement durable. Le paquet énergie-climat adopté en 2008 par l'Union est un premier pas dans ce sens. Quant à la Chine, dont la taille et la population justifient qu'on la considère, ainsi que l'Inde, comme une région du monde plutôt que comme un pays, elle sait

73. Pierre Calame (dir.), *Pour une gouvernance mondiale efficace, légitime et démocratique*, Éd. Charles Léopold Mayer, 2003.

ne pas pouvoir échapper à la définition des modalités d'une « société harmonieuse », selon les termes du Premier ministre Wen Jiabao, fondée sur cinq harmonies – le littoral et l'intérieur ; les villes et le monde rural ; l'économique et le social ; l'humanité et la biosphère ; la Chine et le reste du monde.

Enfin, le niveau mondial est notre nouvel espace domestique et l'horizon naturel de l'œconomie. Prise en compte simultanée et avec la même efficacité du développement des échanges mondiaux et de la protection de l'environnement, création à l'échelle mondiale d'un marché des droits à émettre des gaz à effet de serre, définition d'un nouvel ordre monétaire et financier international, droit international applicable aux très grandes entreprises, fiscalité mondiale, gestion multiacteurs des régulations mondiales, comme la gouvernance d'Internet commence à en montrer la voie, « plan Marshall mondial » en faveur des pays les plus pauvres, reconnaissance et gestion des biens communs de l'humanité : autant d'initiatives ou de réflexions qui ont toutes en commun de récuser l'hégémonie du marché et de la rente tirée de la propriété, qu'elle soit matérielle ou intellectuelle, et impliquent des décisions mondiales, une nouvelle régulation mondiale de la production et de l'échange.

De l'évolution des comportements individuels à une nouvelle gouvernance mondiale, toutes ces initiatives, innovations, réflexions sont également nécessaires. Une stratégie de changement et plus précisément un nouveau système conceptuel et organisationnel doivent concerner ces cinq échelles individuelle, locale, régionale, nationale et mondiale et les intégrer dans un tout cohérent.

Pour concurrencer le système de pensée dominant, il est indispensable de rechercher les principes intégrateurs de l'œconomie. La force du système de pensée construit autour du marché, ce qui a fait le triomphe des théories de ce professeur de philosophie morale qu'était Adam Smith, c'est sa simplicité, sa capacité à rendre compte à la fois des relations économiques qui peuvent se nouer à l'échelle d'un village et de l'organisation de l'économie

à l'échelle de la planète. Il faudra de même que l'unité des principes de l'œconomie puisse s'adapter à une infinie diversité de situations et de niveaux. La recherche de principes intégrateurs est un des points les plus difficiles du cahier des charges pour penser l'œconomie. Elle concerne à la fois les concepts et les moyens opérationnels de les mettre en œuvre.

Au XVIII^e siècle la « main invisible du marché » supposait l'existence et la généralisation de la monnaie. De même, la comptabilité en partie double, inventée en Lombardie et Vénitie au Moyen Âge et mise en forme par le Vénitien Luca Pacioli en 1494, a permis d'accompagner le développement des compagnies qui agissaient à l'échelle internationale, en rendant possible l'agrégation des activités économiques, et les bilans consolidés. C'est la même simplicité, la même capacité intégratrice que nous aurons à rechercher pour analyser les flux de matières et pour gérer la relation entre niveaux d'échange.

Les étapes

On peut, pour concevoir les étapes d'une stratégie de changement, s'inspirer des leçons tirées des seules institutions qui ont engrangé de l'expérience dans ce domaine : les grandes entreprises. Pour elles, en effet, se faire distancer par les concurrents peut être à tout moment synonyme de déclin, d'absorption, de démantèlement ou de disparition. Je retiens de l'expérience accumulée par les entreprises l'idée des quatre étapes d'une stratégie : la conscience de crise ; la formulation d'une vision d'ensemble ; la recherche d'« alliés du changement » ; la définition des premiers pas.

La conscience de crise

Tout changement est douloureux. Les Cassandre de l'économie ne manquent pas. Leurs voix, d'abord isolées et timides pendant les années 1960 et 1970 – les atteintes à l'environnement, le fossé entre riches et pauvres, l'épuisement des ressources naturelles, la pauvreté spirituelle de *l'Homo œconomicus* réduit à sa double fonction de producteur et de consommateur, les dangers

d'un système économique et financier mondial de moins en moins régulé –, ont, au cours des deux dernières décennies du XX^e siècle, pris de l'ampleur et conquis les grands médias. La Terre « homme de l'année » du *Time* de 1988, le rapport Bruntland, le Sommet de la Terre, la montée en puissance des altermondialistes, la catastrophe annoncée du réchauffement climatique, la fin prévisible de l'ère de l'énergie à bon marché, la multiplication des catastrophes naturelles : tout cela est maintenant installé dans les consciences, nourrit les conversations à la table familiale ou sur les lieux de travail, devient une figure de style presque obligée des discours politiques. S'agit-il pour autant d'une conscience de crise suffisamment vigoureuse pour qu'on renonce au connu au profit de l'inconnu, pour qu'on accepte de remettre en question les certitudes et les positions acquises ? Dans nos pays riches et vieillissants, rien n'est moins sûr. Nous feignons d'imaginer qu'un peu plus d'efficacité énergétique, un peu plus de sciences et de techniques, un peu plus de conscience environnementale et sociale, un petit prolongement de la vie active, un peu moins de tigres dans les moteurs suffiront à faire rentrer dans le lit de la raison et de l'équilibre le flot déchaîné d'une économie qui nous entraîne vers le « toujours plus ». Or toute l'expérience le montre : tout changement systémique repose sur une conscience partagée de la nécessité absolue de changer⁷⁴.

Je ne désespère pas que cette conscience émerge dans les prochaines années, à condition qu'émerge en même temps la vision claire d'un autre futur. De 2005 à 2008, la conscience des impacts climatiques a beaucoup progressé. Début 2008, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a obtenu des États membres l'adoption d'un « paquet » énergie-changement climatique peu imaginable il y a quelques années.

74. Note de décembre 2008 : les réactions à la crise financière et économique qui s'est amplifiée à l'automne 2008 sont significatives. Là où la crise révèle la fin d'une époque, la plupart des remèdes envisagés, par la relance de la consommation et des investissements n'a qu'un but, revenir au modèle de croissance.

La montée en puissance de la Chine et de l'Inde va changer la donne car la concurrence sur l'énergie et les matières premières s'en trouve aiguisée. Elle se manifeste en 2007-2008 par une augmentation simultanée du prix du pétrole et de nombreuses matières premières. On va par ailleurs vers une crise monétaire et financière généralisée sans pouvoir en prévoir l'horizon. L'effet de domino de la crise américaine des subprimes en 2007, au contraire des crises financières précédentes – la dette externe des PED, le Mexique, la Russie, la Thaïlande, l'éclatement de la bulle Internet –, part du cœur du système financier et non de sa périphérie. Elle montre à tout le moins la fragilité du système⁷⁵.

La vision

Une vision partagée par le plus grand nombre est indispensable pour mobiliser les énergies. Le but de ce livre est d'en proposer des éléments. On en a vu un certain nombre émerger au fil des pages. Par quelle méthode y parvenir ? En plusieurs étapes. D'abord, sortir de l'aporie actuelle où l'économie se définit à la fois comme science – comment ça marche – et comme norme – ce qu'il faut faire. Elle n'est plus ni l'une ni l'autre. C'est une idéologie dépassée, décalée par rapport à l'état et aux besoins de la société.

Ensuite, définir les objectifs. L'œconomie n'a d'autres objectifs que ceux que lui assigne la société : l'organisation de la production et de l'échange en vue de créer une société responsable, plurielle et solidaire. Le champ d'action de l'œconomie est spécifique, mais ses objectifs ne le sont pas.

Il faut, en troisième lieu, examiner les moyens techniques, institutionnels et juridiques d'atteindre ces objectifs. La traçabilité est possible. L'évolution des techniques, notamment de l'informatique et d'Internet, ouvre à cet égard des perspectives radicalement nouvelles. L'analyse des flux d'échanges à l'intérieur d'un

75. Note de décembre 2008 : la crise généralisée s'est produite plus vite que prévu ; on peut craindre qu'elle ne survienne avant que des alternatives aient été sérieusement débattues, d'où le risque de recourir à des remèdes inadaptés.

territoire est possible. La distinction, dans un bien ou un service, du travail humain et de la quantité de matière mobilisée est possible, d'autres modes de travail à distance, en réseau sont possibles, etc.

N'y a-t-il pas beaucoup de naïveté, me dira-t-on, à imaginer une alternative globale à l'économie actuelle, une œconomie qui prenne à rebrousse-poil les entreprises, les États, les universitaires, les financiers et à croire que, touché par la grâce, tout ce petit monde s'y ralliera ? Ne voit-on pas tous les jours la résistance opposée à tout changement modeste qui remettrait en cause tel des intérêts en présence ?

C'est vrai, mais y a-t-il d'autre solution ? Les luttes politiques, les conflits sociaux sont utiles aux deux moments de la prise de conscience et de la mise en œuvre des changements. En revanche, ils sont impuissants à faire émerger une vision. Ils simplifient trop, n'ont ni le désir ni le temps de procéder à une réflexion d'ensemble. En outre, il est des domaines, à l'échelle internationale, où la force ne peut conduire à rien. Prenons le cas du partage et de la gestion des ressources naturelles de la planète. L'un et l'autre sont inéluctables. La souveraineté des États sur ces ressources ne peut plus être totale. Autant le savoir tout de suite et commencer à mettre sur la table quelques hypothèses pour engager une négociation qui sera nécessairement longue et laborieuse, avec la Chine, l'Inde, l'Afrique, la Russie, le Brésil, définir les transitions nécessaires, rechercher des jeux gagnant-gagnant.

Les alliés

Leur recherche est la troisième étape d'une stratégie de changement. Où sont-ils, qui peuvent-ils être pour que se conçoive l'œconomie ? Qui a à la fois la légitimité, la capacité et la volonté d'entreprendre des mutations de cette ampleur ? Les institutions et les corps constitués ont, de par leur origine même, partie liée au système actuel et ont de ce fait, à un titre ou à un autre, un intérêt au *statu quo*. La réponse s'impose : seuls les citoyens ont donc cette légitimité. Les citoyens ? Pour des questions si complexes

que les experts eux-mêmes y perdent leur latin ? Oui, les citoyens et cela pour deux raisons bien différentes.

Première raison, nous sommes tous, comme travailleurs, comme consommateurs, comme épargnants, comme bénéficiaires des services publics, des acteurs de l'économie. Et beaucoup d'entre nous souffrent de schizophrénie, de contradictions entre ce que nous croyons et ce que nous faisons.

Seconde raison, les citoyens, de mieux en mieux formés et informés, n'ont plus de complexes à l'égard des experts. Ils ont envie de retrouver la maîtrise de leur destinée. On le voit bien dans le cas de la science⁷⁶. Les citoyens s'impliquent. Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que, s'ils n'ont pas les moyens ou se voient marchander le droit de se prononcer sur la finalité de la recherche scientifique, la démocratie elle-même se vide de son sens et de son sang. Ils comprennent les risques induits par l'évolution des sciences et des techniques et ne sont plus disposés à y voir, comme autrefois, de simples « dommages collatéraux » du progrès. Ils ne font plus confiance aux « experts » pour évaluer à leur place ces risques. À l'illusion des experts neutres ils préfèrent les débats contradictoires des conférences de consensus, où les différents points de vue se confrontent.

Le parallèle que je fais entre science et économie de marché n'est pas le fait du hasard. L'une et l'autre ont été au cœur de la construction du monde moderne⁷⁷. C'est justement parce qu'elles ont transformé le monde qu'elles doivent être aujourd'hui profondément réorientées. Et les mêmes citoyens qui s'interrogent sur la science sont lassés des discours d'experts en économie, à la télévision, à la radio, dans les journaux. Ils sentent que ces discours convenus, sans cesse réajustés à l'actualité et à la mode, ne traitent pas de l'essentiel, ne donnent pas de points de repère à long

76. On peut trouver une description détaillée de cette évolution dans : Richard Sclove, *Choix technologiques, choix de société*, Éd. Charles Léopold Mayer/Descartes et Compagnie, 2004.

77. www.alliance21.org

terme. C'est décidément avec les citoyens qu'il faut tracer des voies nouvelles.

Les premiers pas

Les transitions sont le problème majeur des changements systémiques. On sait concevoir deux états de système, on a plus de mal à imaginer le passage de l'un à l'autre. Dans le domaine de l'économie, ces premiers pas existent souvent, ces signes avant coureurs, ces « prémices », selon un terme que j'affectionne, qui portent la promesse des récoltes à venir. J'en ai décrit quelques-uns au fil des pages. Le risque, pour l'instant, faute d'une vision d'ensemble, est qu'ils restent marginaux et donnent l'illusion qu'on pourra se dispenser d'un changement radical. Replacés dans une perspective globale, ils apparaîtront comme des premières étapes et montreront qu'un changement est possible. Il faut les combiner en un faisceau. Par exemple, la réforme de l'enseignement de l'économie au lycée et en première année d'université, la création d'un droit international pour les très grandes entreprises, la modification des conditions de rémunération des intermédiaires financiers, la création d'une monnaie carbone, la composition « matière et énergie » affichée sur les produits, la modification du droit de propriété intellectuelle, la comptabilité économique territoriale, la taxation des consommations de ressources non renouvelables à la place de la taxation du travail, la modification des règles de nomination et de rémunération des dirigeants de grandes entreprises, le renforcement du droit d'alerte, la constitutionnalisation du principe de responsabilité, l'évaluation de la dette écologique des régions du monde, l'énoncé des règles internationales de partage et de gestion des ressources naturelles, l'établissement et la publication des indicateurs de bien-être, l'établissement d'un nouvel ordre monétaire mondial.

Cette liste, volontairement à la Prévert, a pour seul but d'illustrer la diversité d'actions toutes partielles, toutes à portée de main mais dont la combinaison serait un grand pas vers l'économie.